



Assemblée générale

AG/11153

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Assemblée générale
Soixante-sixième session
22^e & 23^e séances plénières
Matin & après-midi

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE: LES DÉLÉGATIONS DE LA LIBYE, DE L'ÉGYPTE ET DE LA SOMALIE FONT ÉTAT DE LA SITUATION DANS LEUR PAYS À L'HEURE DE LA TRANSITION

Une douzaine de petits États insulaires en développement plaident leur cause face à la menace que posent les changements climatiques

Au quatrième jour de son débat général, l'Assemblée générale a entendu pour la première fois le Président du Bureau exécutif du Conseil national de transition (CNT) de la Lybie, dont la délégation avait été autorisée*, le 16 septembre dernier, à occuper le siège d'État Membre de la Lybie.

Deux ans après que le colonel Al-Qadhafi eut jeté la Charte des Nations Unies à terre, « geste pathétique et théâtral », le Président du Bureau exécutif, M. Mahmoud Jibreel, a assuré l'Assemblée générale qu'une Libye nouvelle était entrée en scène, soucieuse de tourner la page et de s'ouvrir au reste du monde.

Avec des infrastructures en ruine, une personne sur cinq vivant en dessous du seuil de la pauvreté et un système éducatif considéré comme le pire de la région, la Libye postconflit a beaucoup à faire, a reconnu M. Jibreel. La réconciliation nationale, priorité de son gouvernement de transition, a-t-il dit, passe par l'adoption d'une constitution respectueuse des droits fondamentaux et des libertés individuelles de tous les Libyens. Mais pour rendre possible la reconstruction, la levée du gel des avoirs libyens, approuvée partiellement par le Conseil de sécurité**, doit être menée à son terme, a-t-il plaidé.

Réagissant à ces propos, le Vice-Chancelier et Ministre fédéral pour les affaires européennes et internationales de l'Autriche, M. Michael Spindelegger, a indiqué que plus de 150 millions d'euros, bloqués sur des comptes bancaires autrichiens, avaient été dégelés à des fins humanitaires. Plusieurs autres États membres de l'Union européenne ont félicité le CNT, notamment le Portugal et le Luxembourg, représentés respectivement par le Premier Ministre, M. Pedro Passos Coelho, et le Vice-Premier Ministre, M. Franco Frattini.

De son côté, le Ministre des affaires étrangères de l'Égypte, qui a félicité la délégation du CNT, s'est déclaré « fier de représenter son pays sous un nouveau visage », rappelant que les revendications du peuple égyptien, qui était « descendu dans la rue », avait été soutenues par les Forces armées du pays. « Nous avons bénéficié de circonstances exceptionnelles qui ne sauraient se répéter.

* Voir communiqué de presse AG/11137

** Voir communiqué de presse CS/10389

Des circonstances qui ont permis au peuple égyptien de changer la destinée de leur pays d'une façon merveilleuse et historique », s'est réjoui M. Mohamed Kamel Ali Amr, affirmant que l'Égypte est désormais engagée dans une phase de transition caractérisée par un débat national et des dynamiques internes nouvelles auxquelles toute la société égyptienne participe.

Une fois la nouvelle constitution rédigée et les élections législatives et présidentielle organisées, ce processus devrait se solder par une passation du pouvoir à une autorité civile, a précisé le Ministre. Appuyant la demande de reconnaissance, présentée hier, par l'Autorité palestinienne pour l'admission de la Palestine comme État Membre des Nations Unies, il a déploré l'incapacité du Quatuor pour le Moyen-Orient à trouver une solution équilibrée à l'objectif ultime « que nous partageons tous ».

Autre nation d'Afrique à connaître des mutations profondes, la Somalie, par la voix du Premier Ministre des institutions fédérales de transition, M. Abdiweli Mohamed Ali, a expliqué que le retrait des milices Al-Chabaab de la capitale Mogadiscio n'en laissait pas moins son pays vulnérable à diverses menaces, qui vont de « dirigeants faibles et kleptocrates » à « des batailles claniques pour des ressources limitées », en passant par des cycles de sécheresse et une économie sous-développée.

Dans un souci de réussir, eux aussi, leur réconciliation nationale, les autorités somaliennes ont annoncé qu'elles avaient organisé la première Conférence nationale consultative, au cours de laquelle les institutions transitoires et les représentants des administrations régionales ont adopté une feuille de route en vue du rétablissement d'un gouvernement permanent, légitime et représentatif en Somalie.

Le débat général de l'Assemblée a également été l'occasion d'entendre une série d'interventions par les chefs de gouvernement de petits États insulaires en développement (PEID). Ainsi, les Premiers Ministres de Maurice, de la Barbade, de Tuvalu, de Saint-Vincent-et-les Grenadines, d'Antigua-et-Barbuda, du Cap-Vert, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, des Samoa, de Vanuatu, des Îles Salomon et de Tonga, ainsi que le Représentant permanent de Saint-Kitts-et-Nevis auprès des Nations Unies, se sont livrés à un plaidoyer vibrant en faveur de la lutte contre les changements climatiques et la montée des eaux, qui menace la survie de leurs populations.

Le Premier Ministre de la Barbade, pays qui avait accueilli la toute première Conférence internationale sur les PEID en 1994, a rappelé, pour sa part, qu'il avait été choisi par le Secrétaire général de l'ONU pour siéger au sein du Groupe de haut niveau sur l'écoviabilité mondiale.

« La tâche qui consiste à formuler des directives pour la croissance économique, qui tiennent à la fois compte de la nécessité d'éradiquer la pauvreté, d'assurer l'égalité des chances pour tous et de réduire l'impact des activités humaines sur l'environnement et les écosystèmes, sera difficile », a-t-il reconnu, mais il a été en mesure d'annoncer que les travaux du Groupe progressaient rapidement.

Avant de suspendre la séance, l'Assemblée générale a entendu les représentants de la Serbie et de l'Albanie qui ont exercé leur droit de réponse.

L'Assemblée générale poursuivra son débat général, lundi 26 septembre, à partir de 9 heures.

RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR L'ACTIVITÉ DE L'ORGANISATION (A/66/1)

Suite du débat général

M. PAKALITHA B. MOSISILI, Premier Ministre et Ministre de la défense du Lesotho, a estimé que le monde continuait d'être confronté à d'énormes obstacles dans ses efforts vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Malgré la mondialisation, les pays les moins avancés ne sont pas encore pleinement intégrés dans les marchés mondiaux, et la dégradation environnementale continue de peser sur les écosystèmes et l'approvisionnement énergétique, de même des épidémies comme le VIH/sida et le terrorisme. Le Premier Ministre du Lesotho a aussi exhorté tous les États Membres à tenir leurs engagements relatifs au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), estimant toutefois illogique de demander aux États qui ne sont pas dotés de l'arme

nucléaire de mettre fin à la prolifération alors que ceux qui possèdent les armes nucléaires continuent de les perfectionner et de menacer de leur utilisation à la moindre occasion.

La communauté internationale n'a pas agi avec consistance dans son approche des conflits, a regretté M. Mosisili. Dans certains pays, elle a lancé des actions militaires rapides et décisives, dans d'autres, elle a privilégié la médiation et parfois elle a préféré détourner le regard. Quoiqu'il en soit, les Nations Unies n'ont pas suffisamment utilisé la médiation comme outil de règlement des conflits, a-t-il dit, rappelant que le Conseil de sécurité, en charge du maintien de la paix internationale, devrait adopter une approche multilatérale, seul moyen de garantir la transparence, l'impartialité et l'appropriation d'un processus de médiation. Une paix imposée sans consulter toutes les parties à un conflit ne peut être durable, a-t-il averti, en souhaitant une plus grande coopération avec les organisations régionales et une réforme globale du Conseil de sécurité.

M. Mosisili a estimé que le règlement pacifique du conflit au Kenya en 2007 ou la fin de la guerre au Soudan étaient des exemples des succès remportés par la communauté internationale grâce à la médiation. Là où l'on a laissé sa chance à la médiation, des vies ont été sauvées, a-t-il estimé, tout en déplorant que l'intervention militaire ait été privilégiée en Libye. Il a assuré que l'Union africaine avait développé une feuille de route générale qui aurait permis une solution pacifique à la crise mais avait été marginalisée. Toutefois, cette feuille de route reste pertinente et les Nations Unies doivent mener la reconstruction du pays par une approche transparente et neutre, a-t-il dit. Pour permettre de développer la médiation, il a appelé à renforcer humainement et financièrement le Bureau de bons offices du Secrétaire général dans la prévention et la résolution des conflits, plaidant pour une médiation sincère qui permette de régler la question de la Palestine, et celle du différend entre Cuba et les États-Unis.

M. IGOR LUKŠIĆ, Premier Ministre du Monténégro, a indiqué que son pays s'engageait à favoriser la compréhension mutuelle et à renforcer toutes les formes de coopération. Il s'est dit convaincu que le Monténégro ferait preuve de suffisamment de volonté pour contribuer au processus de son intégration au sein de l'Union européenne. Il a notamment évoqué son engagement à mettre en œuvre un processus de réformes internes établies sur la base des sept recommandations clés formulées par la Commission européenne. M. Lukšić a ensuite souligné la nécessité de renforcer la diplomatie préventive et les activités de médiation pour répondre aux conflits éventuels, avant de déclarer que la priorité devrait être accordée à la signature « urgente » d'un accord de paix entre Israël et la Palestine. Il a ensuite estimé que l'expérience du Monténégro en matière d'accueil des réfugiés pouvait servir de base à des compromis politiques à long terme destinés à consolider la paix dans sa région. Il a également estimé que le renforcement du Mécanisme d'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme s'imposait. Son pays, a-t-il ajouté, appuie les travaux de la Cour pénale internationale.

La mise en œuvre par son gouvernement d'une politique économique pour lutter contre la crise mondiale actuelle a permis d'affaiblir l'impact de la crise économique et de mettre un terme à la chute de l'économie nationale, a-t-il assuré. Son gouvernement, a-t-il ajouté, envisage d'adopter des mesures d'austérité pour stabiliser la situation économique du pays. Passant ensuite à la question de la réforme de l'ONU, M. Lukšić a appelé au renforcement de l'autorité et du rôle de l'Assemblée générale, et à une meilleure représentativité au sein du Conseil de sécurité en accordant notamment un siège supplémentaire de membre non permanent au Groupe des États d'Europe orientale. Le Premier Ministre a par ailleurs fait savoir que depuis sa ratification de la Convention sur les armes à sous-munitions, le Monténégro avait détruit toutes ses réserves d'armes de ce type. « Le Monténégro est un État écologique », a ensuite déclaré M. Lukšić. Il a expliqué que son gouvernement s'efforçait de faire l'équilibre entre la croissance, la création d'emplois, l'équité sociale ainsi que la protection de l'environnement et des ressources naturelles. Il a ensuite appelé à l'adoption d'un accord international « global, coordonné et décisif » pour répondre aux effets des changements climatiques.

Mme E. IVETA RADIČOVÁ, Premier Ministre de la Slovaquie, a affirmé que pour répondre à la crise actuelle, un petit pays comme le sien devrait assurer la durabilité de son système de retraites, adopter une politique fiscale « responsable envers les générations à venir et contre cyclique », et appuyer la création d'emplois. Elle a également évoqué la lutte contre la corruption et la promotion de la transparence. Mme Radičová a ensuite avancé que la crise financière que connaît l'Europe démontre que la zone euro n'était pas préparée pour faire face à une telle situation. Elle a souhaité l'adoption de

mesures fiscales plus strictes aux plans national et européen. « Il faut être honnête avec nos citoyens car nous devons nous assurer que les solutions techniques apportées à la crise ne provoquent pas une flambée de nationalisme et de populisme », a notamment prévenu Mme Radičová, qui a insisté sur la nécessité de réduire le risque de compromettre le projet de l'Europe pour réaliser l'intégration politique. Elle a par ailleurs souhaité que le mandat du Conseil économique et social soit modifié « d'urgence » afin de renforcer sa capacité à répondre aux besoins économiques et sociaux de la planète. Mme Radičová a ensuite souligné la nécessité de faire avancer les négociations sur le projet de convention générale sur le terrorisme international. Elle a également souligné l'importance que revêt le développement durable dans le cadre de la consolidation de la paix. Mme Radičová a par ailleurs salué les mérites de la médiation, mettant l'accent sur l'importance d'éliminer les causes premières des conflits plutôt que de chercher à gérer « de manière hâtive » leurs conséquences. Elle a également observé que le rôle des femmes au cours de ces processus était souvent sous-estimé.

M. MANMOHAN SINGH, Premier Ministre de l'Inde, a déclaré qu'il n'y avait pas d'autre choix que de relever les nombreux défis qui se posent aujourd'hui à la communauté internationale, mais que le succès ne serait garanti qu'en privilégiant une approche fondée sur la coopération plutôt que sur la confrontation et en s'appuyant sur l'internationalisme et le multilatéralisme, valeurs sur lesquelles reposent les Nations Unies. Le respect de l'état de droit est aussi important au niveau international qu'il ne l'est au sein même des pays, a-t-il poursuivi, en rappelant que les sociétés ne pouvaient pas être « restructurées » depuis l'extérieur ou par la force militaire. La communauté internationale peut prêter une assistance dans le cadre des processus de transition et du renforcement des institutions, « mais l'idée que des prescriptions puissent être faites de l'étranger est dangereuse », a insisté M. Singh. Toutes les actions entreprises sous l'égide de l'ONU doivent respecter l'unité, la souveraineté et l'intégrité territoriales des États, a-t-il ajouté sur ce point.

Pour le Premier Ministre de l'Inde, une tâche importante est de réformer la gouvernance mondiale, en commençant par les Nations Unies, qui doivent devenir plus fortes et plus efficaces et répondre aux aspirations de tous. Dans ce contexte, l'élargissement et la réforme du Conseil de sécurité est déterminante afin de refléter les réalités du monde contemporain, a estimé M. Singh. En outre, a-t-il estimé, nous ne devons pas prendre pour prétexte la crise économique pour ériger des murs entre nous, mais au contraire promouvoir la coordination des politiques macroéconomiques. C'est la raison pour laquelle il a appelé de ses vœux une réforme des institutions financières internationales. L'Inde, qui est un pays émergent, n'a pas manqué de forger des partenariats avec d'autres pays, notamment les moins avancés (PMA), a fait remarquer M. Singh. Pour réaliser leur développement, les pays ont cependant besoin d'un environnement pacifique, a expliqué le Premier Ministre, qui a soutenu que la lutte contre le terrorisme doit être implacable. Il s'est félicité, à cet égard, de la coopération régionale renforcée en Asie du Sud dans le domaine de la sécurité, notamment entre l'Inde et le Bangladesh. Après avoir condamné l'assassinat de M. Burhanuddin Rabbani, perpétré la semaine dernière à Kaboul, M. Singh a réaffirmé l'engagement de son pays de se tenir aux côtés de l'Afghanistan. Il a enfin attiré l'attention sur la nécessité de lutter contre le phénomène de la piraterie au large des côtes somaliennes et dans la mer Rouge.

M. CARLOS GOMES JÚNIOR, Premier Ministre de la Guinée-Bissau, intervenant tout d'abord sur la réforme du secteur de la sécurité dans son pays, que son gouvernement et la communauté internationale considèrent comme indispensables, a déclaré que l'engagement de la Guinée-Bissau en faveur de la mobilisation des ressources à l'appui de cette réforme l'a conduit à ouvrir un fonds spécial de pension, sur lequel ont déjà été déposés 200 000 dollars sur le demi-million promis jusqu'à fin 2011. Conscient que l'Afrique de l'Ouest en général, et la Guinée-Bissau en particulier, étaient considérées comme une plaque tournante du trafic illicite de stupéfiants, M. Gomes Junior a annoncé que son pays fut l'un des premiers à solliciter l'assistance de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) en vue de lutter efficacement contre ce fléau. Le Conseil des ministres, a-t-il précisé, s'est doté de deux instruments importants, une Déclaration politique et un Plan opérationnel, qui incluent tout un éventail de mesures dans trois domaines spécifiques: le renforcement du système juridique, le renforcement du système judiciaire ainsi que la lutte contre la toxicomanie et le VIH/sida. Outre ces mesures prises au niveau national, le Gouvernement s'efforce de signer des accords bilatéraux, convaincu que sans une coopération stratégique entre les pays d'où provient le trafic, les pays de transit et les pays consommateurs de stupéfiants, la lutte contre ce phénomène sera vouée à l'échec. Le Premier Ministre a saisi l'occasion pour redemander à cet égard le soutien des États-Unis, de l'Union européenne et de ses États membres.

Le Premier Ministre a ensuite évoqué les efforts de son gouvernement pour lutter contre la pauvreté et réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Il a notamment adopté un Document stratégique national de réduction de la pauvreté, qui trace la voie à suivre pour les cinq prochaines années, a expliqué M. Gomes Júnior. Au nombre des mesures récemment prises sous son autorité, le Premier Ministre s'est félicité des lois qui répriment la mutilation génitale féminine et renforcent les sanctions contre le trafic de mineurs. Sur le plan international, il a salué la décision de l'Autorité palestinienne de présenter la demande de reconnaissance de la Palestine en tant qu'État Membre. La Guinée-Bissau appuie, par ailleurs, la position de l'Union africaine concernant la Libye et a exprimé son entière disposition à coopérer avec les représentants légitimes de ce pays. Le Premier Ministre a conclu en rappelant que sous les auspices du Président Malam Bacai Sanhá, l'Assemblée nationale avait entrepris un processus de réconciliation nationale impliquant tous les secteurs de la société de Guinée-Bissau.

M. WILLY TELAVI, Premier Ministre de Tuvalu, a salué le rôle joué par l'ONU dans le cadre du maintien de la paix et de la sécurité, estimant cependant que l'intégrité et la souveraineté des pays devaient être respectées à tout prix. Il a ensuite fait savoir que la crise économique avait eu un grave impact sur le Fonds d'affectation de Tuvalu, « la principale source de revenus pour stabiliser le budget récurrent du pays ». Il a appelé la communauté internationale et les partenaires pour le développement à « honorer d'urgence » leurs engagements en faveur des pays les moins développés par le biais, notamment, de la mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul. Il a ensuite fait savoir que les principaux éléments de ce programme seraient intégrés, le mois prochain, à la Stratégie nationale de Tuvalu pour le développement durable, Kakega II. Le Premier Ministre a également appelé l'ONU à prendre en compte l'impact des changements climatiques et des maladies non transmissibles sur les PMA avant de les retirer de cette liste. Tuvalu, a-t-il insisté, est fermement convaincu que sa vulnérabilité économique et environnementale de même que sa dépendance continue de l'aide publique au développement (APD) ne peut être ignorée, a lancé le Premier Ministre qui a plaidé pour que les critères de radiation prennent en compte la vulnérabilité de son pays.

M. Telavi s'est ensuite félicité du fait que Tuvalu allait plus que probablement atteindre cinq des Objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015, tout en avertissant que les progrès réalisés risquaient à tout moment d'être anéantis à cause de la vulnérabilité du pays. S'inquiétant par ailleurs de la lenteur de la réforme de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, il a souhaité l'instauration d'un calendrier afin d'achever ce processus dans un avenir proche. Il a également appelé l'ONU à reconnaître « sans réserves » les contributions de Taiwan au maintien de la paix dans le monde.

Commentant la question des changements climatiques, le Premier Ministre de Tuvalu a estimé que la Réunion de Durban sur la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, prévue pour décembre prochain, devrait déboucher sur l'adoption d'amendements au Protocole de Kyoto afin d'établir une deuxième période d'engagement. Il a également appelé à la création rapide d'un mécanisme international pour répondre aux pertes et aux dommages liés aux changements climatiques. Pour un pays fortement vulnérable comme Tuvalu, cela est d'une importance vitale, a-t-il souligné. M. Telavi a également appelé à la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation du couvert forestier par le biais de l'adoption de mesures appropriées pour répondre à leurs causes. Il a également appelé à la réglementation des produits qui font avancer la déforestation. Le Premier Ministre a ensuite exhorté les principaux pays émetteurs à prendre des mesures décisives pour réduire leurs émissions. Il a notamment estimé que les mesures contenues dans l'Accord de Cancun étaient inappropriées. À Durban, son pays initiera des négociations sur un nouvel accord juridiquement contraignant pour les principaux pays émetteurs qui n'ont toujours pas pris d'engagements en vertu du Protocole de Kyoto. M. Telavi a par ailleurs souhaité que la Conférence Rio+20 accorde une attention particulière aux besoins des petits États insulaires en développement.

M. RALPH E. GONSALVES, Premier Ministre de Saint-Vincent-et-les Grenadines, a estimé que des courants pour le changement sont intervenus dans certaines régions de la planète, parfois pour le meilleur, comme au Soudan du Sud, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, parfois pour le pire avec des catastrophes naturelles, ouragans et tempêtes tropicales qui ont touché une nouvelle fois la région des Caraïbes. Les Nations Unies se trouvent dans l'œil de ces turbulences géopolitiques et socioéconomiques, a-t-il souligné, en plaidant pour la médiation, trop souvent abandonnée

prématurément au profit d'une solution militaire. Les plus bruyants des champions de l'action militaire onéreuse et inutile sont ces mêmes dirigeants des puissances militaires qui cherchent à avoir la mainmise sur les ressources naturelles locales, a-t-il dénoncé. Les aventures néocolonialistes et impérialistes ne triompheront jamais sur le droit des peuples à l'autodétermination et à la souveraineté, a-t-il dit. Une résolution ferme de l'Assemblée générale envers la médiation marquerait le début de la fin pour le cercle vicieux de l'interventionnisme unilatéral, a-t-il insisté. M. Gonsalves a aussi souligné que les effets de la crise financière se faisaient à présent sentir bien au-delà des multinationales, entraînant chômage, pauvreté et désespoir, particulièrement chez les jeunes, comme les violences qui ont éclaté dans le monde l'ont montré de Tottenham à Tripoli. Après plus de trois ans de crise économique, nous pouvons maintenant affirmer que les réponses tièdes et timides apportées par les pays développés riches ont échoué à guérir l'économie mondiale, engendrant des conséquences inquiétantes sur les économies à revenus moyens très endettées, a-t-il dit. Ces économies ne peuvent attendre une reprise hypothétique, car les petits États ont besoin d'un espace fiscal et politique pour leur développement, centré sur les populations, a-t-il souligné, regrettant que les institutions financières internationales n'en aient pas suffisamment mesuré l'importance.

Remerciant la communauté internationale pour l'assistance dont Saint-Vincent-et-les Grenadines a bénéficié après le passage dévastateur de l'ouragan Thomas, M. Gonsalves a néanmoins indiqué que la reconstruction du pays, comme de la région, était loin d'être accomplie. « Je reste choqué, a-t-il dit, par l'intransigeance des principaux responsables des émissions et des pays développés qui refusent d'assumer leurs responsabilités dans les changements climatiques. » Nous n'avons plus beaucoup de temps, a-t-il prévenu, estimant que les citoyens du monde et nombre de gouvernements avaient perdu la foi dans des sommets interminables qui produisent peu de résultats tangibles. Les promesses doivent être tenues, et si les paroles ne coûtent rien, le développement, lui, a un coût, a-t-il souligné. Enfin, le Premier Ministre a accusé les Nations Unies d'être enfermées dans un marasme de stagnation, dénonçant un Conseil de sécurité fossilisé. Il a demandé à intensifier les efforts pour venir en aide aux populations d'origine africaine partout dans le monde, notamment dans la corne de l'Afrique et en Haïti. Il a aussi salué la demande d'admission de l'État de Palestine aux Nations Unies, plaidé pour la levée de l'embargo américain imposé à Cuba, et estimé qu'il n'y avait aucune justification pratique, juridique ou logique expliquant l'absence de Taiwan au sein des Nations Unies.

M. BABURAM BHATTARAI, Premier Ministre du Népal, s'est félicité de la transformation de son pays, qui est passé en l'espace de quelques années du statut de « monarchie autocratique et féodale » à celui de « nouvelle république fédérale démocratique ». Toutefois, a-t-il expliqué, son pays, qui fait partie de la catégorie des pays les moins avancés (PMA), est bien placé pour prendre la mesure des inégalités qui caractérisent le monde d'aujourd'hui: « Les îlots de prospérité dans une mer de pauvreté ne sont pas tolérables », a-t-il martelé. La récurrence des crises économique et financière exige le réexamen des paradigmes sur lesquels s'appuie aujourd'hui l'ordre économique mondial, a poursuivi M. Bhattarai. Les efforts de développement des PMA se heurtent ainsi à de graves contraintes structurelles, qui compromettent la possibilité pour eux de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), d'ici à 2015. Aussi, le Premier Ministre a-t-il appelé à mettre en œuvre la Déclaration et le Programme d'action adoptés lors de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les PMA qui s'était tenue à Istanbul en mai dernier, en particulier les mesures portant sur le financement du développement.

Le Népal, qui préside le Groupe des pays les moins avancés, a souligné M. Bhattarai, n'oublie pas le sort des pays en développement sans littoral, dont il fait également partie. Il a ensuite évoqué la lutte contre les changements climatiques, qui frappent directement le Népal, avec la fonte des neiges et des glaciers de l'Himalaya. Le Premier Ministre a donc appelé de ses vœux la réalisation de progrès significatifs dans les négociations sur les changements climatiques, en particulier les mesures d'adaptation et d'atténuation. Évoquant ensuite la question du désarmement, le Premier Ministre népalais s'est félicité de la mise en place d'un Centre régional pour la paix et le désarmement pour l'Asie et le Pacifique, installé à Katmandou. Il a par ailleurs encouragé la finalisation du projet de convention générale sur le terrorisme international, tout en insistant sur la nécessité d'établir une distinction entre le terrorisme et la lutte pour l'autodétermination. Avant de conclure, M. Bhattarai a réaffirmé le soutien de son pays aux opérations de maintien de la paix, pour lesquelles le Népal est un important contributeur de troupes, avec près de 80 000 Casques bleus déployés à ce jour.

M. NAVINCHANDRA RAMGOOLAM, Premier Ministre de Maurice, a estimé que les tensions dans le monde, entre les États et au sein même des États, naissent d'un accès inégal aux ressources, d'un manque de sécurité alimentaire et de l'incapacité à s'attaquer aux changements climatiques. L'insécurité économique menace la paix internationale, a-t-il insisté, notant que le monde en développement se trouvait confronté aux conséquences d'une crise économique et financière résultant d'échecs qui ne sont pas les siens. Les petits États insulaires en développement sont particulièrement vulnérables, a-t-il déclaré, regrettant qu'une reconnaissance formelle de cette vulnérabilité ne leur ait pas été accordée. M. Ramgoolam a estimé que les Nations Unies étaient l'unique organisation internationale dotée de la légitimité et l'universalité nécessaires pour avoir une vue d'ensemble sur le développement économique mondial, et a souhaité qu'elles assurent la coordination politique, fixent des principes pour des négociations par secteur et assument leur responsabilité pour la sécurité économique de tous les pays. Dans ce contexte, le Conseil économique et social doit jouer pleinement le rôle qui lui est dévolu par la Charte des Nations Unies en tant que l'un des principaux organes de l'Organisation. Maurice subit déjà les conséquences des changements climatiques, a poursuivi son Premier Ministre. La température de l'air est plus élevée, le niveau de la mer augmente de 1,2 millimètre par an dans l'océan Indien et les chutes de pluie ont baissé de 8% par rapport aux années 1950, a-t-il indiqué, prévenant que les conséquences de ces changements seront dévastatrices pour tous les pays, sans une coopération internationale renforcée et des actions concertées. La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) reste le forum international et intergouvernemental premier pour négocier sur cette question des changements climatiques, a-t-il réitéré. De son côté, Maurice continue de poursuivre une stratégie de développement durable, en augmentant sa part d'utilisation d'énergie renouvelable de 18 à 35% d'ici à 2025.

M. Ramgoolam a également identifié quatre menaces majeures en matière de sécurité humaine: la course aux armements, le terrorisme, le trafic de drogues et le VIH/sida. La sécurité nécessite un cadre de travail légal pour un règlement pacifique des différends, a-t-il souligné, en demandant que le débat des Nations Unies sur la question de l'état de droit puisse être élargi aux relations entre États. Évoquant l'affaire de l'archipel Chagos l'opposant à l'ancienne puissance coloniale, le Royaume-Uni, le Premier Ministre a précisé que ce territoire avait été retiré à Maurice lors de son accession à l'indépendance, au mépris des résolutions 1514 et 2066. Quand la Cour internationale de Justice (CIJ) avait été saisie de l'affaire, le Royaume-Uni avait déclaré que la Cour n'était pas compétente pour connaître d'un différend le liant à un membre actuel ou passé du Commonwealth, a-t-il dénoncé. Ceci illustre bien les difficultés qu'un État peut rencontrer lorsqu'il essaie de régler une question en vertu du droit international, a-t-il dit, demandant aux Nations Unies de montrer l'exemple. Une meilleure sécurité juridique exige une meilleure gouvernance mondiale, a-t-il souligné. Dans cette perspective, une réforme du Conseil de sécurité doit être entreprise. L'absence de sécurité, que ce soit sur le plan économique, écologique, juridique ou même dans certains cas, existentiel, appelle à une révision des obligations statutaires des Nations Unies, a conclu le Premier Ministre.

M. SALI BERISHA, Premier Ministre de l'Albanie, a rappelé qu'en dépit des énormes difficultés indiscutables auxquelles il continue d'être confronté, 20 ans après la chute de la dictature communiste, son pays a fait de la liberté individuelle la plus précieuse des richesses. « L'Albanie était le plus isolé des pays du monde », elle est aujourd'hui membre de l'OTAN et demeure fermement engagée en faveur de son intégration à l'Union européenne. « L'Albanie a pour ambition de devenir un pays développé », a déclaré M. Berisha, en réaffirmant la volonté de son gouvernement de réaliser un développement durable. Les pays en développement, a-t-il dit, ont l'avantage de pouvoir tirer les leçons des échecs connus par les pays développés et de ne pas répéter les erreurs du passé. « Avec ses ressources naturelles considérables, l'Albanie a pour objectif de devenir la Norvège de la péninsule balkanique », a assuré le Premier Ministre, qui a fait part de la signature de 220 contrats avec le secteur privé. Des projets de centrales hydroélectriques sont en cours, tandis que des plateformes éoliennes sont installées partout dans le pays, a poursuivi M. Berisha, qui a indiqué que l'Albanie comptait également tirer un parti maximal de son ensoleillement exceptionnel en développant l'énergie solaire. Enfin, le Gouvernement a entrepris de planter, au cours des huit prochaines années, 50 millions d'oliviers et près de 200 millions d'amandiers dans tout le pays.

Abordant la question des relations de bon voisinage de l'Albanie avec les autres pays des Balkans, le Premier Ministre a formé le vœu de pouvoir consolider ces relations avec la Serbie. « Je suis fermement convaincu que les Serbes et les Albanais doivent s'engager dans un dialogue et dans un

processus de coopération afin d'ouvrir un nouveau chapitre dans leurs relations », a-t-il déclaré. Rappelant que l'indépendance du Kosovo avait été reconnue par plus de 80 États, il a donc appelé la Serbie, qui avait saisi la Cour internationale de Justice par le biais de cette Assemblée générale, à s'aligner sur l'avis consultatif rendu par cette juridiction internationale. Affirmant que le Kosovo avait mis en place, avec le soutien de l'EULEX et de la KFOR des normes élevées en matière de droits des minorités, le Premier Ministre albanais a estimé que les problèmes les plus inquiétants pour les Serbes du Kosovo étaient « les tensions créées et orchestrées à des fins nationalistes ». Les structures parallèles mises sur pied par Belgrade dans le nord du Kosovo, où se trouvent trois enclaves serbes, ont transformé cette zone en plaque tournante de la criminalité organisée et du trafic en tout genre, a accusé M. Berisha, qui a déclaré son soutien sans équivoque au Gouvernement légitime du Kosovo.

M. NIKOLA GRUEVSKI, Président de l'ex-République yougoslave de Macédoine, a déclaré que la diplomatie préventive méritait davantage d'attention à la fois comme notion et mécanisme de prévention de conflit. Les organisations régionales et sous-régionales ont un rôle à jouer pour assister les États nouvellement indépendants à régler les questions en suspens. M. Gruevski a par ailleurs estimé que l'engagement en faveur des Objectifs du Millénaire pour le développement ne devrait pas faiblir du fait de la crise économique. Il a également lancé un appel pour que l'on réponde de manière « responsable, engagée et adéquate » aux effets des changements climatiques sur la base du principe de responsabilité commune mais différenciée. M. Gruevski a ensuite fait observer que les conflits enlisés demeuraient un défi sur les plans régional et international. Il a soutenu que l'ONU demeurait le point central du multilatéralisme et de la gouvernance mondiale. Le défi du cynisme et du scepticisme, a-t-il ajouté, ne peut être vaincu que par le défi d'une vision et de l'action. Le Chef d'État a par ailleurs estimé qu'en 2012, la « réunion des dirigeants » devrait être consacrée à l'éducation, l'innovation et les progrès technologiques dans le cadre du développement durable. Il a ensuite fait part de l'ambition de son pays de devenir un leader régional en matière de réforme éducative, d'éducation, d'investissements, de technologies, et de protection de l'environnement et des droits de l'homme.

Le Président a ensuite évoqué le droit de son pays d'avoir une identité et l'objection de son « voisin du Sud » à l'égard de son nom et de son identité. Ce différend, a-t-il affirmé, est unique au monde. « Il est imposé par le besoin d'un pays, notre voisin, de monopoliser deux noms et par sa détermination stratégique à ne pas nous laisser exister comme nous le ressentons ». « Imaginez l'état d'esprit dans lequel mes citoyens se trouvent », s'est indigné M. Gruevski. « Nous sommes victimes de chantage et nos efforts de développement sont freinés par les entraves imposées par notre voisin du Sud à notre entrée dans les institutions euro-atlantiques ». M. Gruevski a engagé les États Membres à mettre un terme à cette situation, et à appuyer « la fierté et la dignité » de son pays. « Nous voulons une solution qui ne fera de mal à personne, un nom qui marquera notre engagement, notre désir et notre détermination en faveur de la coexistence, la communauté, l'individualité et l'identité ». Il s'est ensuite félicité de ce que 131 États Membres aient reconnu, à ce jour, le nom de « République de Macédoine ».

M. BALDWIN SPENCER, Premier Ministre d'Antigua-et-Barbuda, a déclaré que son pays continuait d'appuyer les aspirations du peuple palestinien et l'idée d'une solution de deux États, qui permettra au peuple palestinien d'exercer leurs droits inaliénables et de créer un État souverain vivant côte à côte avec Israël. C'est sur cette base que nous avons décidé de nous associer à ceux qui ont déjà reconnu l'État de Palestine. Nous sommes convaincus que cette reconnaissance contribuerait à la recherche d'une solution négociée au conflit israélo-palestinien sur la base des frontières de 1967. Il a ensuite observé que de nombreux conflits actuels étaient alimentés par le commerce illicite d'armes légères et de petit calibre. Il a évoqué l'impact dévastateur de ces « petites armes de destruction massive » dans sa région. En 2007, a-t-il précisé, cette région avait connu le taux de meurtres le plus élevé au monde et des armes légères avaient été utilisées pour commettre 70% de ces crimes. Il a ensuite fait savoir que lors du dernier Sommet de la CARICOM, qui s'est tenu au mois de juillet dernier, les dirigeants s'étaient engagés à accorder la plus haute priorité à la lutte contre le trafic illicite de ces armes. M. Spencer a ensuite appelé à une nouvelle restructuration de la dette souveraine qui prenne en compte les multiples aspects de la dette pour surmonter la crise actuelle. Il a ensuite évoqué le différend qui oppose son pays aux États-Unis au sujet des sites de jeux en ligne, et a appelé ce dernier à maintenir son engagement pour trouver une solution mutuellement acceptable. Il a ensuite fait part de son engagement à favoriser l'ouverture des marchés dans des secteurs clés, à combattre le trafic de drogues et à promouvoir la création d'emplois. Il a par ailleurs appelé les États-Unis à lever immédiatement l'embargo imposé à Cuba.

Le Premier Ministre a ensuite salué l'adoption de la Déclaration politique de l'Assemblée générale sur les maladies non transmissibles (MNT), regrettant cependant qu'elle ne contienne pas d'objectifs précis relatifs à la campagne mondiale de lutte contre les MNT. Commentant le dixième anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, M. Spencer a observé que le racisme et le legs de l'esclavage continuaient d'avoir des répercussions dans la vie des personnes d'ascendance africaine. Il a notamment appelé les anciens États esclavagistes à présenter des excuses officielles pour les crimes commis pendant les 400 ans qu'a duré le commerce esclavagiste et à les assortir de nouveaux engagements pour appuyer le développement économique des pays ayant souffert le plus de cette tragédie humaine. Notant que la planète comptera bientôt sept milliards d'habitants, M. Spencer a souligné qu'il était nécessaire d'accorder une attention particulière au développement et de mettre sur pied des politiques de promotion de la santé et de la dignité de tous les habitants du monde qui sachent également assurer la protection de la planète. Il a également insisté sur la nécessité de promouvoir la participation des femmes et des jeunes et de transformer les économies des pays en développement afin d'éliminer la pauvreté. M. Spencer a ensuite évoqué les répercussions néfastes de la crise mondiale sur l'économie de son pays, faisant notamment état d'une importante baisse du tourisme, des investissements étrangers directs et des envois de fonds. « Notre PIB a chuté de 5,7% en 2009 et la dette du secteur public est en hausse », a-t-il notamment fait savoir. Il a ensuite expliqué que les États membres de l'Union monétaire des Caraïbes orientales avaient renforcé les arrangements relatifs à l'intégration économique dans le but d'atteindre un statut d'union économique.

Mme CHEIKH HASINA, Premier Ministre du Bangladesh, a assuré que la justice pour la paix, fondement de la politique intérieure et étrangère de son pays, était au cœur de ses idéaux laïcs, démocratiques et tournés vers le progrès. L'attention portée aux négociations pacifiques a aussi permis au Bangladesh de maintenir une croissance annuelle de 6%, de créer des milliers d'emplois et de réduire la pauvreté, tout en signant un Accord de paix avec les communautés marginalisées de la région des Hill Tracts, ainsi qu'un Traité de partage des ressources en eau et de démarcation des frontières avec l'Inde. En outre, un Tribunal indépendant a été établi pour poursuivre les responsables de crimes de guerre commis durant la guerre de libération du Bangladesh en 1971. Mme Hasina a réaffirmé son plein engagement dans la lutte contre le terrorisme, rappelant que son père, qui était le premier Président du Bangladesh, fut assassiné en 1975 dans un attentat qui tua aussi sa mère et trois de ses frères, et qu'elle-même avait échappé miraculeusement à un attentat en 2004.

Comme la justice amène la paix, la paix est vitale au développement, a-t-elle poursuivi, en détaillant les mesures prises par le Bangladesh pour réaliser les OMD, notamment les efforts pour intégrer l'éducation des filles dans les politiques de l'État. La participation des femmes a aussi augmenté au niveau politique, y compris au sein du Gouvernement, à la Cour suprême, dans la police, l'armée et les missions des Nations Unies auxquelles le Bangladesh participe. En outre, le pays développe l'accès aux nouvelles technologies avec 4 500 centres d'information implantés dans les communautés rurales et la connexion à Internet de 8 500 bureaux de poste. Les services de santé ont également été étendus, avec 11 000 nouveaux centres de soins communautaires implantés dans les zones rurales. Toutefois, Mme Hasina a souligné que les pays les moins avancés, comme le Bangladesh, avaient besoin du soutien international, à la fois en matière d'accès aux marchés, de levée des barrières douanières et d'égalité de poids dans les institutions de Bretton Woods. Un tel soutien est particulièrement important pour le Bangladesh qui subit en plus les conséquences des changements climatiques, a-t-elle déclaré. « Une montée des eaux d'un mètre inonderait un cinquième de nos terres et entraînerait le déplacement de 30 millions de personnes, ce qui constituerait la plus importante crise humanitaire de l'histoire », a-t-elle alerté, en appelant à ne pas perdre de temps pour prendre les mesures appropriées. Le Bangladesh a préparé un plan visant à réduire les risques, comprenant notamment une augmentation de sa couverture forestière de 20%, et établi un Fonds spécial de 300 millions de dollars. Avant de conclure, Mme Hasina a souhaité que le Bangla, parlé par 300 millions de personnes dans le monde, soit déclaré langue officielle des Nations Unies.

M. FREUNDEL STUART, Premier Ministre de la Barbade, a déclaré qu'aucun pays représenté à l'Assemblée générale ne connaîtrait une prospérité durable si nous continuons d'abuser de notre environnement. Il a donc lancé un appel à une utilisation plus parcimonieuse des ressources naturelles de la planète, en particulier des énergies fossiles, des émissions de gaz carbonique et de la gestion dérèglementée des déchets. Comme l'attestent les effets de plus en plus visibles des changements climatiques, les petits États insulaires en développement des Caraïbes et du Pacifique

dépendent de ces ressources pour leur survie, a rappelé M. Stuart. Il a assuré l'Assemblée générale que la Barbade déploierait tous les efforts nécessaires pour que la Conférence des Nations Unies sur le développement durable Rio+20 soit couronnée de succès. Le Premier Ministre s'est ensuite déclarée honorée d'avoir été choisie pour siéger au sein du Groupe de haut niveau sur l'écoviability mondiale établi par le Secrétaire général. « La tâche qui consiste à formuler des directives pour la croissance économique, qui tiennent à la fois compte de la nécessité d'éradiquer la pauvreté, d'assurer l'égalité des chances pour tous et de réduire l'impact des activités humaines sur l'environnement et les écosystèmes, sera une tâche difficile », a-t-il reconnu, avant de dire que les travaux du Groupe progressaient.

M. Stuart a ensuite déclaré que le conflit de longue date au Moyen-Orient entre Israël et la Palestine était devenu une « anomalie dérangeante » dans un monde où d'autres différends ont pu être résolus de manière pacifique. Il a estimé que la seule solution envisageable à cette situation était de permettre aux Palestiniens d'avoir leur propre État. De même, le Premier Ministre a lancé un appel pour que soit levé l'embargo imposé à Cuba par les États-Unis, pays qui a été privé d'être pleinement intégré sur le plan régional. Il a ajouté que le développement d'Haïti constituait une priorité pour son pays, et qu'il soutenait les appels lancés à la communauté internationale par les chefs d'État et de gouvernement de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) pour qu'elle tienne ses promesses de contributions en faveur de la reconstruction de ce pays après le séisme de janvier 2010. Les mêmes chefs d'État et de gouvernement avaient réaffirmé, en juillet dernier, lors du Sommet de la CARICOM, qu'il fallait accorder la plus haute importance à la lutte contre le trafic d'armes légères et de petits calibre, à la fois aux niveaux national et régional, a précisé M. Stuart.

M. MAHMOUD JIBREEL, Président du Bureau exécutif du Conseil national de transition (CNT) de la Libye, a déclaré que 30 000 personnes avaient perdu la vie dans le conflit qui les avait opposées au régime du colonel Al-Qadhafi, « afin d'écrire une nouvelle page de l'histoire de notre pays et œuvrer à l'avènement d'une Libye libre ». Il y a deux ans, a-t-il rappelé, le colonel Al-Qadhafi avait jeté la Charte des Nations Unies à terre, « un geste pathétique et théâtral », comme si les règles qui régissent la communauté internationale n'avaient aucune importance à ses yeux. « Je m'adresse à vous pour vous assurer qu'une Libye nouvelle est aujourd'hui présente aux Nations Unies et sur la scène internationale, une Libye désireuse de surmonter ses difficultés et de s'ouvrir au reste du monde ». M. Jibreel a assuré que la nouvelle constitution garantirait les libertés fondamentales de tous les Libyens, sans discrimination aucune. Toutefois, nous ne sommes pas en train de dire que nous avons « une baguette magique », comme le faisait le colonel Qadhafi, qui se considérait comme un prophète, alors que la Libye qu'il nous a laissée en héritage est un pays aux infrastructures en ruine, où une personne sur cinq vit en dessous du seuil de la pauvreté et où le système éducatif est le pire de la région.

Le Président du Bureau exécutif a ensuite remercié tous les « États frères » qui ont permis aux résolutions 1973 et 2009 du Conseil de sécurité d'être adoptées. Appelant maintenant le Conseil de sécurité à dégelé les fonds de la famille Al-Qadhafi, le Président a déclaré qu'une assistance était nécessaire pour mettre en place des institutions étatiques, dans un pays qui en a été privé depuis 42 ans. Conscient que les attentes placées en lui étaient élevées, le CNT a déclaré que la réalisation de la réconciliation nationale était urgente, y compris pour un gouvernement de transition. « La Libye que nous voulons est un État de droit », a assuré M. Jibreel, qui estime que, de par sa position géostratégique, son pays peut devenir un lien entre le Sud et le Nord, l'Est et l'Ouest. De manière plus générale, il a défendu l'idée selon laquelle l'Afrique, grâce à ses ressources et à son dynamisme, peut jouer un rôle de premier plan sur la scène mondiale, et que les migrations africaines peuvent continuer à contribuer au développement économique de l'Europe. « Notre politique étrangère sera basée sur le respect de la souveraineté des autres États », a-t-il promis. Le temps est également venu de placer au premier plan les jeunes et les femmes, non seulement parce qu'ils représentent 67% du monde arabe, mais aussi parce qu'ils sont l'avenir, a martelé le Président du Bureau exécutif, avant de conclure.

M. LAWRENCE GONZI, Premier Ministre de Malte, a estimé que l'année écoulée avait été marquée par de multiples troubles et soubresauts dus à la pauvreté et aux inégalités sociales qui persistent dans de nombreuses régions du monde. Cette situation, aggravée par l'insécurité alimentaire et exacerbée par la sécheresse et la famine, menace la survie de millions de personnes en Somalie et dans le reste de l'Afrique, a-t-il souligné. Tout en déclarant que Malte, par son réseau d'organisations non gouvernementales et son aide au développement, soutenait de nombreux projets dans les pays en

développement et les moins avancés, il a fait remarquer qu'elle avait cependant besoin d'assistance pour gérer l'afflux de migrants illégaux qui arrivent sur ses côtes depuis la Libye et d'autres pays de l'Afrique du Nord.

La région de la Méditerranée n'a pas été épargnée par les défis et les difficultés et Malte, historiquement connue pour être « l'infirmière de la Méditerranée », salue le courage des peuples du « printemps arabe », a-t-il dit. Les prochains mois, en particulier, seront un défi majeur pour la communauté internationale et pour la population libyenne, a estimé M. Gonzi, qui a plaidé pour la pleine solidarité internationale avec la Libye sur les fronts politique, économique et financier. Les réformes et la transition démocratique en Égypte et en Tunisie doivent aussi être soutenues, a-t-il dit, car la démocratie a plus de chance de s'épanouir si elle s'accompagne d'un développement économique et d'améliorations tangibles des conditions de vie de la population. Alors que le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ont pris un nouveau chemin vers la liberté, des efforts supplémentaires doivent aussi être faits pour répondre aux aspirations du peuple palestinien, ce qui, a-t-il dit, doit passer par la reprise des négociations avec les Israéliens. M. Gonzi a ensuite rappelé que le terrorisme ne connaissait pas de frontières, tuant en Afghanistan, en Iraq, en Inde, au Pakistan, en Fédération de Russie, en Espagne, en Indonésie, en Chine ou au Royaume-Uni, et plus récemment au Nigéria. Les événements qui se déroulent actuellement en Afrique du Nord nous rappellent que nous devons poursuivre la promotion et la protection des droits de l'homme partout dans le monde, a-t-il estimé, réitérant la proposition de son pays d'élaborer une déclaration universelle des responsabilités de l'homme, en complément de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui serait présentée lors de la prochaine session de l'Assemblée générale, en 2012.

M. MOHAMED KAMEL ALI AMR, Ministre des affaires étrangères de l'Égypte, a déclaré qu'il « était fier de s'exprimer aujourd'hui devant l'Assemblée générale pour représenter son pays, désormais sous un nouveau visage ». Le 25 janvier, le peuple égyptien est descendu dans la rue pour réclamer des réformes démocratiques, le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que la justice sociale, a rappelé le Ministre avant d'ajouter que son peuple avait obtenu gain de cause et que sa lutte avait été soutenue par les Forces armées égyptiennes « qui sont l'image du patriotisme et de l'unité du peuple égyptien ». Le Ministre a insisté sur le fait que les forces armées sont « les gardiens de la nation » et non pas d'un régime politique. « Nous avons bénéficié de circonstances exceptionnelles qui ne sauraient se répéter. Des circonstances qui ont permis au peuple égyptien de changer la face de leur pays d'une façon merveilleuse et historique », s'est encore réjoui le Ministre. Aujourd'hui, l'Égypte est résolument engagée dans une phase de transition caractérisée par un débat national et des dynamiques internes nouvelles auxquelles toute la société égyptienne participe, a-t-il expliqué. Ce processus, une fois la nouvelle constitution rédigée et les élections législatives et présidentielles organisées, devrait se solder par une passation du pouvoir à une autorité civile, a précisé le Ministre.

Rappelant que son pays avait assumé la présidence du Mouvement des pays non alignés depuis 2009, lequel célèbre cette année son cinquantième anniversaire, le Ministre a fait état des multiples activités engagées pour améliorer la capacité du Mouvement à répondre à la nouvelle donne internationale qui est en perpétuelle évolution. Il a également noté que le Mouvement jouait un rôle crucial dans la coordination des positions de ses États Membres sur différentes questions d'ordre international, comme le désarmement, la sécurité collective, la réforme des Nations Unies ou encore la promotion de valeurs internationales comme la démocratie et le respect des droits de l'homme. La présidence égyptienne du Mouvement a œuvré pour le renforcement du rôle du Comité conjoint de coordination avec le Groupe des 77 et de la Chine. Ainsi, il a été possible d'adopter un certain nombre d'initiatives importantes qui portaient notamment sur la sécurité alimentaire, l'autonomisation des femmes et la lutte contre la traite des êtres humains. L'Égypte, qui assurera ce mandat jusqu'en 2012, poursuivra ses efforts, a assuré le Ministre, qui a réaffirmé le plein soutien du Mouvement des pays non alignés à la « lutte historique du peuple frère palestinien » en vue d'exercer ses droits légitimes et de créer un État indépendant avec Jérusalem-Est pour capitale et dans les frontières de 1967, et en vue de son admission à l'ONU.

Abordant la question de la réforme des Nations Unies, le Ministre a expliqué que le Mouvement des pays non alignés souhaitait qu'une telle réforme se fasse rapidement de manière à permettre aux Nations Unies d'être le reflet de la réalité actuelle, ce qui suppose, selon lui, une réforme du Conseil de sécurité. Le Conseil de sécurité doit devenir plus représentatif, plus transparent et fidèle

à la nature démocratique du multilatéralisme, a précisé le Ministre. Revenant à la question de la Palestine, le Ministre a regretté qu'à la suite à la déclaration prononcée par le Président Abbas, hier, devant l'Assemblée générale, dans laquelle il demandait que son pays devienne membre à part entière des Nations Unies, le Quatuor avait « à nouveau » échoué à trouver une solution équilibrée à l'objectif ultime « que nous partageons tous » même si nos approches diffèrent. Pour le Ministre égyptien, il est absurde de continuer à parler d'un processus de paix alors même qu'Israël poursuit sa politique de colonisation, son blocus de la bande de Gaza et sa violence contre les civils palestiniens, sans aucun égard pour l'opinion internationale. Il est urgent aujourd'hui que « nous intensifions nos efforts » en vue de mettre un terme à ce conflit, a-t-il poursuivi. Pour sa part, l'Égypte restera fidèle au principe de parvenir à une paix juste et globale au Moyen-Orient. Elle poursuivra ses efforts pour venir à bout de l'occupation israélienne du Territoire palestinien et pour trouver des solutions à toutes les questions en suspens, conformément à un calendrier établi au plan international. Elle essaiera aussi de capitaliser sur les succès obtenus au Caire par le biais de la signature de l'Accord de réconciliation palestinien dans le but de consolider l'unité palestinienne et les efforts de paix. Se félicitant de l'adhésion de la République du Soudan au Sud aux Nations Unies, le Ministre a émis l'espoir de voir ce nouvel État contribuer au maintien de la stabilité régionale et de faire des progrès rapides sur la route du développement et de la mise en place de ses institutions. L'Égypte rend également hommage au Soudan pour son engagement à respecter l'Accord de paix et la volonté du peuple soudanais. Le Ministre a également rendu hommage à la révolution tunisienne qui a permis, a-t-il dit, « d'accélérer le printemps arabe ». Il a également fait part du soutien de son pays au peuple libyen et a félicité le Conseil national de transition pour « occuper la place de la Libye aux Nations Unies ». S'agissant de la situation en Syrie, le Gouvernement et le peuple égyptiens suivent de très près son évolution, a-t-il assuré. Le Ministre s'est dit convaincu que la seule issue possible de cette crise est de mettre fin à la violence et d'ouvrir la voie à un dialogue entre toutes les parties.

M. PEDRA PASSOS COELHO, Premier Ministre du Portugal, félicitant tout d'abord la délégation du CNT libyen, a estimé que le peuple libyen avait fait preuve d'un courage exceptionnel et d'une ténacité sans précédent pour obtenir sa liberté et son droit à déterminer démocratiquement son destin. Pour le Ministre, le plus grand défi à relever aujourd'hui au niveau de la planète est celui de l'emploi et de la relance de la croissance. La crise économique et financière mondiale a prouvé à quel point le monde actuel est interconnecté et, pour sortir de cette crise, a-t-il dit, il faudrait ensemble trouver des solutions durables et structurées. Il faudrait réduire les inégalités macroéconomiques, renforcer la sécurité monétaire et rééquilibrer le commerce mondial. Soulignant que la croissance économique a un effet multiplicateur sur l'emploi, à la fois aux plans national et régional, le Ministre a insisté sur l'importance de la coordination économique à l'échelle mondiale. La gouvernance mondiale suppose également, a-t-il estimé, la complémentarité et une meilleure coordination entre les Nations Unies, le G-20 et les groupes régionaux pertinents. Pour le Portugal, il est capital d'impliquer les économies émergentes, le secteur privé et la société civile dans cette gouvernance mondiale. Dans ce contexte, le Ministre a assuré que son pays ne ménageait aucun effort pour respecter ses engagements pris vis-à-vis du Fonds monétaire international et de l'Union européenne, ajoutant que la crise « représente une opportunité pour le Portugal pour adapter son modèle économique et consolider l'économie du pays ».

Le Ministre a ensuite remercié les États Membres d'avoir permis l'élection du Portugal afin de siéger au sein du Conseil de sécurité l'année dernière. Depuis son accession au Conseil de sécurité, le Portugal s'engage en faveur de la complémentarité institutionnelle entre le Conseil et l'Assemblée générale, a-t-il assuré. M. Coelho a estimé que « l'organe principal des Nations Unies pour le maintien de la paix et de la sécurité mondiales » doit engager une réforme. Ainsi, sa délégation plaide en faveur d'un Conseil de sécurité plus efficace et plus représentatif. « Sa composition devrait refléter de manière correcte les changements intervenus depuis sa création », a-t-il précisé, ajoutant qu'il lui semblait évident que le Brésil et l'Inde obtiennent un siège permanent et que le continent africain y soit représenté. Revenant sur le « printemps arabe », le Ministre a déclaré que ces révoltes arabes avaient prouvé que la démocratie et les droits de l'homme ne sont pas des valeurs qui dépendent de la géographie, de l'ethnicité, de la religion ou encore du niveau de développement économique. Il a poursuivi en souhaitant le « succès » du processus de paix au Moyen-Orient, rappelant que 60 ans sont passés et que ce n'est plus le moment de faire quelques pas en avant pour mieux reculer, ni pour un statu quo ou encore des actions unilatérales qui viennent saper les négociations. « Nous ne devons pas réinventer la roue, la Feuille de route et les principes sont connus de tous », a-t-il rappelé. La paix peut sembler difficile mais elle est à la portée des Palestiniens et des Israéliens. La création d'un État palestinien est une promesse qui doit être tenue, de même que la sécurité d'Israël doit être assurée par

la communauté internationale, a également soutenu le Ministre. S'agissant de la demande d'adhésion de la Palestine à l'ONU, présentée hier par son Président, M. Mahmoud Abbas, le Premier Ministre a estimé qu'elle devrait être le résultat logique de négociations. C'est pourquoi, il a interprété cette demande comme un souhait qui pourra se réaliser avec la signature d'un accord de paix. En attendant cela, le Portugal est disposé à faciliter un meilleur statut de la Palestine au sein de l'Organisation. La transformation du monde arabe appelle également l'Europe à redéfinir ses politiques de voisinage, a déclaré le Ministre, qui souhaite un renouveau de l'Union pour la Méditerranée (UPM). Le Portugal, qui a connu sa transition démocratique en 1974, est conscient de l'importance des partenariats et des encouragements de la communauté internationale et assure qu'il est prêt à jouer ce rôle à son tour. Face à la situation difficile en Syrie, le Ministre a demandé que le Conseil de sécurité prenne position et a lancé un appel au Gouvernement syrien pour mettre un terme à la violence et à la répression des aspirations démocratiques légitimes de son peuple. Pour conclure, il a appelé le monde à ne ménager aucun effort pour soutenir les processus de transition et de démocratisation au Moyen-Orient.

M. JOSÉ MARIA PEREIRA NEVES, Premier Ministre et Ministre de la réforme du Cap-Vert, s'est d'abord vivement félicité du choix du thème général de cette année qui est la médiation. En tant qu'État soumis aux principes et aux règles des Nations Unies, a-t-il dit ensuite, le Cap-Vert demeure convaincu que la paix et les droits de l'homme constituent les éléments clés pour la construction de la souveraineté, de l'état de droit et du développement durable. Ceci indique, a-t-il estimé, que les médiateurs impliqués dans toute résolution de conflits doivent toujours, dans leurs approches, accorder une priorité à ces deux notions de paix et de droits de l'homme. Évoquant l'action générale de l'ONU, M. Pereira a estimé qu'il était crucial pour l'Organisation de se focaliser sur la prévention et le contrôle des maladies non transmissibles à travers le monde, particulièrement dans le contexte des défis auxquels font face les pays en développement. Après avoir apporté son soutien à la prochaine conférence « Rio+20 », le Premier Ministre a rappelé que le Cap-Vert, en tant que petit État insulaire en développement souffrait des conséquences des changements climatiques. « Nous sommes conscients de l'importance de l'économie verte et de celle dite bleue, pour le développement durable », a-t-il souligné, avant d'inviter les Nations Unies à œuvrer à la prévention des changements climatiques, et à s'attaquer au manque des produits alimentaires et produits pétroliers. « Nous comptons également sur la communauté des États réunis dans cette Assemblée, à la fois aux niveaux bilatéral et multilatéral pour adhérer à l'objectif de l'économie verte et au développement durable », a-t-il plaidé.

Le Cap-Vert n'est pas uniquement un partenaire fort, en matière de sécurité globale, il est aussi un membre actif dans le combat contre les trafics et autres crimes associés, s'est réjoui son Premier Ministre. Il a par ailleurs passé en revue les cinq piliers adoptés par son gouvernement dans le cadre de sa stratégie de réduction de la pauvreté, citant entre autres, le renforcement du développement humain, et l'investissement dans l'infrastructure. Abordant la situation régionale, il s'est dit préoccupé par la persistance de la famine dans la corne de l'Afrique « où des milliers d'enfants meurent chaque jour de faim ». Nous exhortons l'ONU à déployer des efforts plus effectifs pour renverser la tendance actuelle de cette tragédie en Afrique de l'Est, a déclaré le Premier Ministre, avant d'appeler à l'édification d'« un monde débarrassé de la famine ».

M. PETER O'NEILL, Premier Ministre de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, a déclaré que le nouveau Programme pays de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, établi avec la participation de plusieurs institutions des Nations Unies, sera lancé en janvier 2012 et sera axé sur la gouvernance, la justice sociale, la santé, l'éducation, la parité entre les hommes et les femmes, l'environnement, les changements climatiques et la gestion des catastrophes. Évoquant les Objectifs du Millénaire pour le développement, le Premier Ministre s'est félicité de l'augmentation, à hauteur de 53%, du nombre d'enfants engagés à l'école primaire et il a annoncé des mesures telles que la gratuité de l'école primaire et les améliorations du secteur santé, notamment la couverture vaccinale, la protection maternelle et infantile ainsi que la réduction des affections telles que le VIH et la malaria. Sur un plan global, il a affirmé que le nouveau Plan de développement stratégique pour la période de 2010-2030 a pour ambition de faire entrer la Papouasie-Nouvelle-Guinée dans la classe des pays à revenus moyens. C'est dans cette optique, a-t-il ajouté, que le Gouvernement a investi dans les infrastructures de transport et dans l'électrification rurale.

Au sujet de l'autonomisation de la femme, M. O'Neill s'est félicité de la nouvelle loi votée par le Parlement afin de réserver 22 sièges de parlementaires aux femmes pour l'élection de l'an prochain, et ceci sans tenir compte d'autres postes que les femmes pourraient éventuellement briguer. Le

Premier Ministre a ensuite souligné que la région du Pacifique reste une zone sans armes nucléaires et a souhaité que la communauté internationale prenne au sérieux la question de la prolifération des armes légères. « Nous soutenons et encourageons la réforme des Nations Unies », a noté le Premier Ministre, ajoutant que le nombre de membres permanents et non permanents du Conseil de sécurité devrait être augmenté afin d'épouser la nouvelle configuration géopolitique du monde. Soulignant que la Papouasie-Nouvelle-Guinée reste engagée à lutter contre le trafic de drogues, le trafic d'hommes et le blanchiment d'argent, il a relevé les performances économiques remarquables du pays qui, durant les neuf dernières années, a connu une croissance économique fluctuant entre 6 et 8%. Des performances qui ont placé le pays parmi les partenaires clés de la région du Pacifique, s'est-il réjoui.

Les Nations Unies demeurent l'un des derniers bastions, sinon le dernier, face aux défis et incertitudes qui caractérisent notre monde, a déclaré M. TUILAIPA SAILELE MALIELEGAOI, Premier Ministre des Samoa. Dans ce contexte, il a salué la visite dans la région du Pacifique du Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, au début de ce mois, où ce dernier a pu constater, de première main, l'étendue des défis auxquels les petits États insulaires en développement sont confrontés. Exhortant les Nations Unies à jouer un rôle plus actif encore vers la réalisation du droit à l'autodétermination de toutes les populations du Pacifique, il a aussi rappelé que les progrès en matière de développement, de sécurité et de droits de l'homme devaient aller de front et être la norme, non l'exception. À cet égard, il a déploré que certains pays bénéficient d'une aide internationale pour faire face à leurs difficultés budgétaires, tandis que certains luttent seuls pour répondre aux besoins premiers de leurs populations. Les pays qui souffrent le plus des crises économique, climatique et alimentaire sont les pays les moins avancés et les petits États en développement, et Samoa appartient à ces deux catégories, avec des besoins qui sont toujours plus importants que les ressources disponibles, a-t-il souligné.

M. Malielegaoi a émis l'espoir que la prochaine Conférence sur le développement durable – Rio+20-, prévue au Brésil en 2012, permettrait à la communauté internationale d'identifier les moyens et de mobiliser les ressources nécessaires à la mise en œuvre des Programmes d'action existants. Il a évoqué le Forum Pacifique de cette année, tenu sur le thème « Convertir les potentialités en prospérité », soulignant l'opportunité représentée pour les îles du Pacifique par les ressources de la pêche, dont les pays de la région ne touchent que 1% des bénéfices dégagés. Depuis longtemps, des navires de grands pays continuent de pêcher illégalement dans les eaux du Pacifique, a-t-il expliqué, appelant à la coopération de tous dans une région qui abrite les dernières grandes réserves de la planète. C'est pourquoi, il faut une conservation et une gestion efficaces pour préserver ces stocks de poissons dans la région du Pacifique, a-t-il souligné. Le Premier Ministre a également souligné que les changements climatiques constituaient la principale menace sur les ressources, la sécurité et le bien-être des populations du Pacifique. À cette fin, il a souligné qu'il faudrait assurer les ressources adéquates, notamment par le biais du Fonds de Copenhague pour le climat. De son côté, les Samoa continuent de contribuer aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies au Soudan, au Libéria et au Timor-Leste, ainsi qu'à la Mission régionale d'assistance aux Îles Salomon (RAMSI). Avant de conclure, M. Malielegaoi a appelé les parties au conflit au Moyen-Orient à négocier de bonne foi, en s'attaquant aux symptômes et aux causes du conflit.

Pour M. MELTEK SATO KILMAN LIVTUVANU, Premier Ministre de la République de Vanuatu, le règlement des différends par l'usage des moyens pacifiques, comme le recommande la Charte des Nations Unies, demeure un élément central du système des Nations Unies. Dans ce contexte, a-t-il dit, nous encourageons nos frères et sœurs israéliens et palestiniens, à poursuivre de façon pacifique des négociations qui assureront la stabilité de la région entière. Il a également exhorté l'ONU à réviser le cadre de fonctionnement des médiations et à développer des partenariats avec les organisations régionales, en ce domaine. La diplomatie bilatérale ne peut se substituer au multilatéralisme et nos pays ont besoin d'un système multilatéral plus robuste et plus efficace afin de répondre aux défis qui se posent à nous aujourd'hui, a défendu M. Livtuvanu. C'est dans ce cadre qu'il a appelé à la réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies qui, a-t-il préconisé, doit devenir « plus démocratique et plus représentatif de la nouvelle dimension géostratégique mondiale ». Le Premier Ministre a par ailleurs condamné fermement le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. L'ensemble des États doivent travailler de façon collaborative à l'élimination de ce fléau, a-t-il souhaité, avant d'appeler les grandes puissances à remplir leurs obligations en matière de non-prolifération nucléaire et de désarmement.

Comme pour les autres petits États insulaires en développement, la situation économique de Vanuatu est menacée d'instabilité, à cause de la hausse des prix des produits alimentaires et des produits pétroliers. De même les effets conjugués des catastrophes naturelles et des changements climatiques menacent l'économie de notre petit État insulaire en développement, s'est inquiété M. Livtuvanu. Il est urgent que les partenaires pour le développement augmentent leur contribution, a-t-il souligné. Se voulant plus précis, il a plaidé pour le financement des efforts déployés au bénéfice des communautés les plus vulnérables et pour la survie de l'île. M. Livtuvanu a ensuite réaffirmé l'attachement de son pays à la question de la décolonisation des territoires encore sous occupation. Souhaitant que la demande du droit à l'autodétermination de la Polynésie française ne soit pas rejetée, Vanuatu et plusieurs autres îles du Pacifique soutiennent la réinscription de ce territoire français à l'ordre du jour du Comité spécial pour la décolonisation de l'ONU, a indiqué le Premier Ministre en conclusion.

M. DANNY PHILIP, Premier Ministre des Îles Salomon, a remercié le Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki-Moon, pour la visite effectuée dans son pays en début du mois. Il a précisé que ce fut la première visite d'un Secrétaire général de l'ONU dans un petit État insulaire en développement du Pacifique. Il a affirmé que le rôle de la thématique de « la médiation » aux Îles Salomon renvoie à parler d'une seule voix pour ces populations qui s'expriment en 87 langues différentes. C'est dans cette optique, a-t-il mentionné, que le Ministre de l'Unité nationale œuvre à la tolérance, au respect et au dialogue entre habitants des Îles Salomon. Six personnes sur dix meurent de maladies non transmissibles dans la zone du Pacifique, a-t-il indiqué, précisant que c'est la raison pour laquelle son pays a mis en place un Plan stratégique de lutte contre les maladies non transmissibles sur la période 2011-2015. Il a invité les donateurs à soutenir la mise en œuvre de ce Plan. Le Premier Ministre a salué l'adoption, en mai dernier à Istanbul, du Programme d'action des pays les moins avancés pour la prochaine décennie. Ce Programme, a-t-il noté, présente l'opportunité de sortir les 880 millions de personnes de la pauvreté à travers le monde. Les Îles Salomon soutiennent, a-t-il dit, l'appel du Secrétaire général pour tenir des discussions de fond sur ce qui se fera après la date butoir pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Évoquant les changements climatiques, il a également appelé le Secrétaire général à œuvrer afin que les pays développés puissent prendre de nouveaux engagements en rapport avec le Protocole de Kyoto. Afin de démontrer le caractère tragique des impacts des changements climatiques dans son pays, le Premier Ministre a soutenu que les Îles Salomon envisagent de relocaliser le plus grand centre hospitalier du pays qui est menacé par la montée du niveau de la mer.

Les Îles Salomon, a rappelé le Premier Ministre, un pays qui a connu des conflits récents, restent engagées à œuvrer pour la paix. C'est dans ce contexte que son pays a mis en place un partenariat avec les Fidji, Vanuatu et la Papouasie-Nouvelle-Guinée pour mettre sur pied une école de police commune afin de répondre aux catastrophes naturelles autant qu'aux conflits. M. Philip a, en outre, soutenu l'inscription des territoires français de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française dans la liste de la décolonisation des Nations Unies. Dans le cadre de la préservation de leurs ressources naturelles, il a relevé que les Îles Salomon œuvrent pour la protection du thon grâce à la création de la première industrie de pêche durable au monde. Il a également annoncé que son pays va abriter le onzième festival des arts du Pacifique du Sud l'an prochain, un rendez-vous de promotion et de célébration de la diversité culturelle unique des populations autochtones du Pacifique. Au sujet de la réforme des Nations Unies, les Îles Salomon, a-t-il déclaré, souhaitent que les petits États insulaires en développement soient représentés au sein du Conseil de sécurité. Il a également souhaité que son pays occupe le siège dévolu à sa région au sein du Conseil d'administration d'ONU-Femmes. Taiwan, a-t-il ajouté, devrait pouvoir participer activement aux travaux des Nations Unies en tant que membre à part entière.

M. TU'IVAKANO DE NUKUNUKU, Ministre des affaires étrangères de Tonga, est revenu sur l'importance de la Réunion de haut niveau sur les maladies non transmissibles. Il a souligné que lors de la réunion du Forum des dirigeants des Îles du Pacifique, qui a eu lieu plus tôt en septembre, une Déclaration sur les MNT avait été adoptée. Par ce texte, les dirigeants se sont engagés à prendre cinq mesures clés pour contrecarrer les MNT, à savoir le contrôle du tabagisme, une alimentation plus saine, plus d'activité physique, limitation de la consommation d'alcool et facilitation de l'accès aux médicaments et aux nouvelles technologies. Saluant la visite du Secrétaire général dans de nombreux pays de la région du Pacifique plus tôt cette année, le Ministre a expliqué que cela lui a permis de voir de ses propres yeux les effets des changements climatiques sur cette région. À cet égard, il a appelé au respect des engagements pris à Copenhague et à Cancún. Il a également demandé au Conseil de

sécurité de poursuivre son rôle de leadership sur la question des changements climatiques et de leurs effets sur la paix et la sécurité internationales. Le Ministre a estimé que, si l'année dernière avait été l'occasion de faire le point sur les réalisations des OMD d'ici à 2015, cette année devrait celle des bilans à la veille de la Conférence de Rio+20. Il a fait savoir que la contribution des îles du Pacifique à cette Conférence consisterait à définir une « économie bleue », basée sur la gestion durable des ressources de la mer et des océans. Pour sa part, Tonga respecte à la lettre ses obligations sous la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, a précisé le Ministre.

Le Ministre a également réitéré l'appel de son pays pour qu'une catégorie propre de « petits États insulaires en développement » soit créée au sein des Nations Unies. « Nous avons besoin de notre propre définition qui tienne compte de notre diversité en termes de taille, de population, d'éloignement, d'isolement et de niveaux de développement socioéconomique disparates », a estimé le Ministre. Il a ensuite fait part de l'intérêt continu de son pays pour les énergies renouvelables et a évoqué la « feuille de route énergétique » de son pays qui est appelée à évoluer, compte tenu de son élection au Conseil de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA). En conclusion, il a fait part de sa fierté de s'adresser à l'Assemblée générale en tant que premier Premier Ministre démocratiquement élu de son pays, suite aux élections qui ont eu lieu en novembre dernier et au processus de réformes qui les a précédées.

M. ABDIWELI MOHAMED ALI, Premier Ministre de la Somalie, a déclaré que la crise humanitaire en Somalie avait de nombreuses causes. Des décennies de conflit, la disparition de l'État central, des dirigeants faibles et kleptocrates, des batailles claniques pour des ressources limitées, exacerbées par des cycles de sécheresse, ont créé des pénuries alimentaires chroniques, une économie sous-développée, et conduit la population au désespoir. Au cours des dernières années, l'organisation terroriste Al-Qaida a cherché à exploiter ces divisions pour attaquer le reste du monde. « C'est le groupe Al-Chabaab, affilié à Al-Qaida, qui est responsable de la famine », a accusé M. Ali. Ce groupe pille les réserves de grains, recrute par la force, extorque les fermiers et empêche l'accès des institutions humanitaires dans les régions les plus affectées. La menace terroriste n'est pas limitée à nos frontières, a expliqué le Premier Ministre somalien. Des combattants étrangers tentent d'exporter leur extrémisme dans la corne de l'Afrique et dans des pays voisins comme l'Ouganda. L'insécurité qu'ils ont créée dans le sud de la Somalie a poussé un grand nombre de réfugiés au Kenya et en Éthiopie. Ils veulent poursuivre leur bataille contre le Gouvernement de la Somalie et détruire les États-Unis et les Nations Unies. Le groupe Al-Chabaab concentre en outre ses efforts de radicalisation sur les diasporas somaliennes en Australie, en Europe, au Canada et aux États-Unis, a insisté M. Ali.

Le Premier Ministre a assuré que son pays faisait ce qu'il pouvait, avec ses ressources limitées, pour remplir ses obligations dans la lutte contre Al-Qaida. Avec l'aide des forces de l'Union africaine, l'Armée nationale somalienne a ainsi réussi à chasser l'essentiel des forces extrémistes de la Mogadiscio. « Nous sommes maintenant en mesure de fournir une aide humanitaire aux personnes déplacées dans la capitale », a-t-il ajouté. Les dirigeants somaliens redoublent d'efforts pour réaliser la réconciliation nationale et établir une gouvernance démocratique. Il y a trois semaines, le Gouvernement somalien a accueilli la première Conférence nationale consultative à Mogadiscio, au cours de laquelle les institutions transitoires et les représentants des administrations régionales ont adopté une feuille de route en vue du rétablissement d'un gouvernement permanent, légitime et représentatif en Somalie. Le Premier Ministre a souligné l'importance de cette feuille de route pour le processus de paix somalien et remercié la communauté internationale, et l'Union africaine en particulier, pour leur appui. M. Ali a jugé essentiel de renforcer d'urgence l'armée somalienne et les forces de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) pour assurer la sécurité de Mogadiscio. Le déploiement immédiat des 3 000 soldats supplémentaires autorisés par le Conseil de sécurité constitue une première étape cruciale. M. Ali a demandé au Conseil d'étudier la demande de l'Union africaine d'élargir la Mission à 20 000 hommes et de leur fournir les ressources et l'appui nécessaires, y compris une composante aérienne et navale.

Sur le plan économique, le Premier Ministre somalien a indiqué que le Gouvernement fédéral de transition faisait des progrès pour créer un système fiscal et monétaire professionnel et transparent. La Banque centrale de Somalie fonctionne et les revenus du port de Mogadiscio et de l'aéroport international Aden (ADE) ont respectivement doublé et quadruplé. Il a indiqué que 15% des revenus du port servent à la réhabilitation de la ville. « Pour la première fois depuis 20 ans, les ruines de Mogadiscio sont déblayées; les routes sont réparées et les rues éclairées; les marchés, les hôpitaux et

les écoles rouvrent », s'est-t-il félicité. Le Premier Ministre a exhorté la communauté internationale à continuer d'aider généreusement les institutions économiques émergentes, non sans faire remarquer: « La Somalie est le géant endormi de l'Afrique ». La situation humanitaire reste grave, a poursuivi le Premier Ministre. La Somalie coordonne ses efforts avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) et le Programme alimentaire mondial (PAM). Si rien n'est entrepris d'urgence pour modifier la situation, ce sont près de 750 000 personnes qui risquent de périr au cours de prochains mois, a-t-il averti. Il est donc essentiel d'accélérer nos efforts pour atteindre ceux qui sont dans les zones contrôlées par le groupe Al-Chabaab, tout en protégeant les travailleurs humanitaires contre les attaques et les enlèvements perpétrés par les insurgés. Enfin, M. Ali a rappelé que la corne de l'Afrique souffrait actuellement d'une sécheresse terrible.

Aujourd'hui plus que jamais, les défis de notre planète appellent à une approche plus solidaire, a déclaré M. GILBERT FOSSOUN HOUNGBO, Premier Ministre du Togo, assurant que son pays avait fait du renforcement de la cohésion nationale, de la bonne gouvernance, de la dynamisation des leviers de la croissance économique et de la lutte contre l'injustice sociale, son cheval de bataille. Dans sa volonté de consolider les acquis démocratiques, le Togo s'attèle à la mise en œuvre des recommandations de la Mission électorale de l'Union européenne avant la tenue d'élections locales et législatives en 2012, et son Gouvernement a renoué le dialogue avec l'ensemble des acteurs politiques et sociaux, a-t-il affirmé, alors que la Commission vérité, justice et réconciliation en est à la phase cruciale des audiences publiques. De plus, le pays vient de transmettre au Conseil des droits de l'homme, à Genève, son rapport national dans le cadre de l'examen périodique prévu en octobre. Dans le domaine de la gouvernance économique, les réformes pour une gestion plus saine des finances publiques ont été poursuivies, atteignant le point d'achèvement de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPT), ce qui a permis au Togo de bénéficier d'une annulation de sa dette à hauteur d'1,8 milliard de dollars.

Malgré tout, le Premier Ministre a rappelé que l'Afrique était de nouveau menacée par une famine telle qu'elle n'en avait plus connu depuis une vingtaine d'années, et demandé des mesures urgentes pour éviter une tragédie humaine à grande échelle. Il a jugé réconfortants les progrès réalisés dans le règlement de certains conflits, en particulier en Côte d'Ivoire et au Soudan du Sud, et a appelé à soutenir les mouvements de manifestations et de soulèvements qui ont lieu actuellement dans le monde, non seulement pour un aboutissement heureux des attentes légitimes des peuples, mais aussi pour éviter tout risque de dérive. Au Moyen-Orient, les parties au conflit israélo-palestinien et la communauté internationale doivent continuer à chercher une solution politique, a-t-il estimé. Au moment où la région ouest-africaine connaît un regain de violence dû au trafic de drogues et au terrorisme ambiant, l'on ne saurait admettre que nos côtes soient prises en otage par des pirates, comme ce fut le cas récemment au large du Bénin et du Togo, a poursuivi M. Hounoubo. Il a appelé les Nations Unies à repenser leur rôle dans le domaine de la sécurité et du développement économique et social, et à engager les réformes nécessaires en son sein pour corriger, notamment, les injustices « flagrantes et inacceptables » prévalant au Conseil de sécurité. Le Togo est par ailleurs candidat à un siège de membre non permanent au Conseil pour la période 2012-2013. Contrairement à la pratique observée jusqu'ici au niveau de l'Afrique, trois candidats sont en lice pour deux postes, a-t-il déploré, souhaitant une représentation équilibrée de toutes les régions de l'Afrique au Conseil et rappelant l'engagement du Togo dans les missions en Côte d'Ivoire, au Soudan et au Soudan du Sud.

M. MICHAEL SPINDELEGGER, Vice-Chancelier et Ministre fédéral pour les affaires européennes et internationales de l'Autriche, a salué les changements en cours dans le monde arabe et « les demandes légitimes exprimées par les hommes et les femmes qui souhaitent choisir leur propre destin et avoir une vie meilleure ». A cet égard, l'Autriche condamne fermement les violations systématiques des droits de l'homme et la répression en Syrie et, dans une certaine mesure, au Yémen. L'Autriche appuie le peuple libyen dans sa lutte pour la liberté. Plus de 150 millions d'euros, bloqués sur des comptes bancaires autrichiens, ont été dégelés pour des motifs humanitaires, a précisé M. Spindelegger. Le Gouvernement autrichien et le secteur privé ont fourni à la Libye des médicaments, des articles humanitaires et de l'essence. La communauté internationale et les Nations Unies doivent accompagner le processus de transition dans le monde arabe, comme l'ONU le fait maintenant en Libye, a insisté le Vice-Chancelier autrichien.

Le siège des Nations Unies à Vienne sert de centre dynamique pour la promotion de la paix, de la sécurité et du développement durable. M. Spindelegger a annoncé l'ouverture prochaine d'un bureau de liaison pour le Bureau des affaires de désarmement des Nations Unies. L'année dernière, l'Académie internationale de lutte contre la corruption a établi son siège à Vienne. De même, le Centre de Vienne pour le désarmement et la non-prolifération ainsi qu'un bureau de l'Institut international pour la paix ont été créés. En outre, l'Autriche fournit un appui substantiel à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUUDI) en matière d'énergie et d'environnement.

Le Vice-Chancelier autrichien a estimé que la catastrophe nucléaire de Fukushima devrait servir à réorienter nos approches en matière de sécurité nucléaire. Pour sa part, l'Autriche a décidé dès 1978 de ne pas utiliser l'énergie nucléaire. Il s'est félicité de ce que d'autres pays ont récemment adopté une position similaire. La promotion et la protection des droits de l'homme sont au cœur de la politique étrangère de l'Autriche. Fière de siéger au sein du Conseil des droits de l'homme pour la période 2011-2012, l'Autriche met notamment l'accent sur le respect de la liberté de religion et de croyance et sur la lutte contre la traite et l'exploitation des enfants. Par ailleurs, M. Spindelegger a noté que l'Autriche avait récemment décidé de déployer 160 soldats auprès de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), en plus de sa présence continue au sein de la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégageant (FNUOD) et de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST).

M. JEAN ASSELBORN, Vice-Premier Ministre du Luxembourg, a rappelé que, le 19 janvier dernier, un nouvel État est né sous le regard du monde entier. Affirmant que « l'indépendance du Soudan du Sud témoigne de la volonté des deux parties au long conflit civil soudanais de mettre en œuvre l'Accord de paix global », il a invité la communauté internationale à accompagner le nouvel État sur la voie de la viabilité, de la stabilité et de la prospérité. Abordant la question libyenne, il a salué la reconnaissance du Conseil national de transition par les Nations Unies et a rendu hommage aux populations égyptienne et tunisienne qui ont manifesté pour plus de liberté. Il a aussi regretté que le régime syrien continue de mener « une campagne brutale contre sa propre population ». Au sujet du Moyen-Orient, M. Asselborn a dit espérer que « l'appel vibrant lancé la veille par le Président palestinien, M. Mahmoud Abbas, soit entendu ». Il a ajouté qu'au delà de la reconnaissance de la Palestine, « les négociations entre les deux parties doivent impérativement reprendre, et au plus vite ». Dans ce contexte, il a souscrit à la proposition du Quatuor qui suggère un calendrier strict et une échéance d'un an pour arriver à un accord global.

Concernant la coopération internationale, M. Asselborn a réaffirmé son souci d'accompagner la Guinée dans la voie de la réconciliation nationale et il a, en outre, promis de faire tout ce qui est en son pouvoir afin que la Conférence de Rio+20 (Conférence sur le développement durable), qui se tiendra l'année prochaine au Brésil, soit un véritable succès. Il a souligné que le développement durable, sous ses trois composantes -économique, sociale et environnementale- occupe une place de choix dans la politique de coopération du Luxembourg. Il s'est en outre félicité que son pays ait réussi, l'an dernier, à consacrer 1,09% de son produit national brut à l'aide publique au développement. S'exprimant également sur la question des changements climatiques, le Vice-Premier Ministre du Luxembourg a déclaré que son pays offre son soutien et son assistance technique aux petit États insulaires en développement, en particulier dans la région du Pacifique. Parlant des maladies non transmissibles, il a regretté qu'elles soient la cause de 36 millions de décès par an à travers le monde et a précisé que ces affections touchent plus particulièrement les pays en développement. S'agissant du terrorisme, il a indiqué que les actes dont ont été victimes les États-Unis et les Nations Unies, invitent la communauté internationale à agir pour faire progresser les idéaux et les valeurs des Nations Unies. « Le Luxembourg est prêt à assumer ses responsabilités et à poursuivre son engagement pour un multilatéralisme efficace », a-t-il rappelé, avant d'annoncer la candidature de son pays en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité pour la période 2012-2013.

M. STEVEN VANACKERE, Premier Ministre adjoint et Ministre des affaires étrangères et des réformes institutionnelles de la Belgique, a rappelé que les atrocités massives commises en Côte d'Ivoire et en Libye avaient été référées à la Cour pénale internationale. Il a exhorté les États Membres ne l'ayant pas encore fait à embrasser le Statut de Rome, de façon à contribuer à un système juridique international durable. Il a souligné que les dirigeants européens avaient une obligation de responsabilité vis-à-vis des peuples qu'ils représentent, quels que soient leur origine ethnique, leur religion ou leur croyance, leur sexe, leur orientation sexuelle ou leur position sociale. La Belgique ne

reste pas impassible quand les peuples demandent un futur exempt de coercition et de terreur. « Au lieu de la non-interférence, la Belgique croit à la non-indifférence », a fait valoir M. Vanackere. « Voyez la Libye, où le Conseil de sécurité a pu empêcher un massacre à Benghazi ». La Belgique a décidé de participer à l'opération militaire « Unified Protector », car elle est convaincue que la communauté internationale a la responsabilité de passer à l'action lorsque des populations sont exposées à une menace imminente. Maintenant, cette même communauté internationale a la responsabilité d'assister lors de la reconstruction de la Libye, une responsabilité qui fait partie intégrante de la responsabilité de protéger.

Le Ministre des affaires étrangères belge a mentionné la République démocratique du Congo où, après des années de violence, des progrès indéniables ont été réalisés. Le rôle important des Nations Unies ne peut pas être ignoré. Il demeure encore des défis importants à relever: la continuation et le renforcement des efforts de stabilisation à l'est du Congo, la réforme du secteur de sécurité, l'établissement de l'état de droit, la lutte contre l'impunité et les violences sexuelles. En tant que partenaire important de la République démocratique du Congo, le Gouvernement belge contribue financièrement aux préparations électorales et insiste pour que tous les candidats et tous les citoyens puissent participer aux élections de manière pacifique et dans le plein respect des règles démocratiques. S'agissant de la situation au Moyen-Orient, M. Vanackere a tenu à souligner que l'Union européenne et son Haut Représentant n'avaient pas ménagé leurs efforts pour enclencher un processus de négociations. Les peuples palestinien et israélien ont des aspirations légitimes. « Il n'y a pas d'alternative aux négociations », a-t-il ajouté, en espérant que les étapes proposées hier par le Quatuor seront pleinement mises en œuvre.

M. SAM CONDOR, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de Saint-Kitts-et-Nevis, a mis l'accent sur le rôle critique de la jeunesse pour l'avenir de son pays. « La violence des jeunes a atteint les proportions d'une épidémie dans les Caraïbes », a-t-il déploré. Aux niveaux national et régional, les États de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) s'attaquent activement à ce défi. Les institutions des Nations Unies peuvent les aider à renverser cette tendance en appuyant leurs efforts dans les secteurs de la sécurité, de la santé et du développement. Le problème de la violence des jeunes est lié à la prolifération des armes légères et de petit calibre, a poursuivi le Premier Ministre de Saint-Kitts-et-Nevis. La CARICOM demande l'adoption d'un traité sur le commerce des armes.

En tant que petit État en développement insulaire, Saint-Kitts-et-Nevis ressent au quotidien les effets des changements climatiques, a souligné ensuite M. Condor. « La question n'est plus de savoir « si » et « comment », mais plutôt « quand » et « combien » nous serons affectés », a-t-il insisté. Pour contrer les effets des changements climatiques, les États comme le sien ont un besoin vital d'une stratégie de financement. Évoquant la situation des pays voisins, le Premier Ministre de Saint-Kitts-et-Nevis a encouragé les États à honorer les promesses faites à Haïti pour sa reconstruction. Il a souhaité la levée de l'embargo contre Cuba.

M. FRANCO FRATTINI, Ministre des affaires étrangères de l'Italie, a affirmé que son pays avait une longue tradition de médiation dans son approche des affaires internationales. Depuis des décennies, l'Italie insiste sur la nécessité de bâtir un pont entre les rives nord de la Méditerranée et les espoirs de ses voisins du sud, des populations qui sont proches d'un point de vue géographique mais drastiquement lointains en termes de droits des citoyens, a-t-il dit. L'approche privilégiée par les Européens et les autres nations occidentales, y compris les États-Unis, fut de forger des partenariats avec des régimes non démocratiques et d'accorder la priorité à la sécurité, à la coopération antiterroriste et aux politiques migratoires, a-t-il expliqué.

À cet égard, le « printemps arabe » a été un réveil salutaire, a souligné M. Frattini, qui nous a rappelé qu'aucun dirigeant politique ne peut maintenir son pouvoir aux dépens de son peuple. « Notre première réaction aux soulèvements a été cohérente avec nos valeurs », a-t-il assuré, mais cela n'a pas été suffisant en Libye où le régime a fait le serment de massacrer ses citoyens. La seule façon d'empêcher ce massacre a été pour la communauté internationale d'invoquer le principe de la responsabilité de protéger, a-t-il expliqué, et nous sommes passés d'une culture d'impunité souveraine à celle de la souveraineté responsable. Le cas de la Libye peut être un cas pilote pour un rôle plus fort des Nations Unies, a poursuivi le Ministre, plaidant pour que ces dernières président les mécanismes de coordination internationale en Libye, avec le soutien des organisations régionales pertinentes comme la Ligue des États arabes, l'Union africaine et l'Union européenne. Il nous faut prévenir les ressentiments

et l'extrémisme, a-t-il averti, et construire de nouveaux partenariats respectueux car si le Printemps arabe ne produit pas de résultats rapidement, nous le paierons tous au prix fort.

De même, la médiation n'a jamais été aussi importante pour mettre fin à la stagnation de la situation entre les Israéliens et les Palestiniens, a estimé M. Frattini. Au sein de l'Union européenne, qui doit parler d'une seule voix, l'Italie est prête à exercer un leadership et à définir une vision politique pour relancer le processus de paix. Par ailleurs, il a souligné le rôle important du contingent italien au sein de la FINUL (Force d'intervention des Nations Unies au Liban) et la contribution de son pays à la paix, à la sécurité et au développement de la corne de l'Afrique. En Somalie, le soutien international doit passer à la vitesse supérieure, a-t-il néanmoins reconnu, afin de fournir les services de base à une population affamée et renforcer la réconciliation politique. Il a plaidé pour une place renforcée accordée au sein des Nations Unies à la médiation, à la prévention des conflits, au règlement des différends et aux efforts de consolidation de la paix. Une réforme du Conseil de sécurité, inspirée des principes centraux des Nations Unies, à savoir la démocratie, la responsabilité, le consensus et la flexibilité, est aussi nécessaire. Enfin, le Ministre a assuré que l'Italie entendait placer les droits de l'homme et l'environnement au cœur de la société, afin de bâtir et de consolider un humanisme moderne. Il ne peut y avoir de meilleure défense contre la haine et l'intolérance criminelle qui ont touché cette ville et ce pays il y a 10 ans, a-t-il déclaré.

Mme TRINIDAD JIMÉNEZ GARCÍA-HERRERA, Ministre des affaires étrangères et de la coopération de l'Espagne, a déclaré que son pays prenait, avec ses partenaires de l'Union européenne, des décisions difficiles pour s'attaquer à la crise économique et financière qui reste une source de préoccupation pour le monde entier. Par ailleurs, évoquant le « printemps arabe », elle a célébré le succès des mouvements populaires en Tunisie et en Égypte et joint ses efforts à ceux de la communauté internationale pour appuyer le processus de transition dans ces deux pays. Mme García-Herrera a estimé que le peuple libyen devrait aussi être en mesure de jouir enfin de sa liberté. Par contre, elle a condamné la répression brutale des manifestants civils par les autorités syriennes. Pour ce qui est du conflit israélo-arabe, l'Espagne considère qu'une paix durable et efficace ne peut être réalisée qu'à travers des négociations entre les parties. La Ministre espagnole des affaires étrangères a estimé que l'octroi du statut d'observateur pourrait inciter les Palestiniens à reprendre rapidement les négociations. Elle a rappelé que son pays avait toujours apporté un appui politique, économique et moral aux aspirations légitimes du peuple palestinien. De même, les relations historiques entre l'Espagne et le peuple juif remontent à plusieurs siècles. « L'identité de l'Espagne ne peut pas se comprendre sans son héritage juif et arabe », a-t-elle souligné.

Mme García-Herrera a considéré que la Stratégie pour la Méditerranée développée dans le cadre de l'Alliance des civilisations des Nations Unies, pourrait contribuer à diffuser les valeurs démocratiques et le respect des droits de l'homme, tout en coexistant avec les cultures locales. Elle a souligné l'importance de prévenir le renforcement du terrorisme d'Al-Qaida dans la région du Sahel du fait du commerce illicite des armes. L'Espagne, qui est particulièrement sensible au sort des victimes du terrorisme, a légiféré sur la question et possède l'un des systèmes les plus progressifs du monde pour la protection des victimes. Enfin, la Ministre des affaires étrangères a rappelé les liens étroits que l'Espagne entretient avec l'Amérique latine. La force de l'économie de l'Amérique latine est essentielle pour surmonter la crise et créer une nouvelle gouvernance économique internationale. D'autres régions du monde méritent une attention spéciale du fait de la situation dramatique dans laquelle se trouvent leurs peuples. C'est le cas de la corne de l'Afrique. Avec d'autres donateurs et les institutions des Nations Unies, l'Espagne s'efforce de soulager la famine en Somalie, mais elle ne saurait que trop insister sur l'importance de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement.

M. HENRI EYEBE AYISSI, Ministre des relations extérieures du Cameroun, a relevé que l'avènement de l'État du Soudan du Sud « permet de tourner la page de la période noire des décennies de guerre ayant entraîné leur lot de pertes en vies humaines et de déchirement de toutes sortes au sein des populations de ce pays du continent africain. Il a ensuite rendu hommage aux dirigeants du Soudan, du Soudan du Sud, ainsi qu'aux Nations Unies et à l'Union africaine pour le travail accompli pour la paix. Le Cameroun, a-t-il indiqué, espère que ce rôle de garant de la paix, que les Nations Unies jouent, puisse se faire dans la transparence autant que dans le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États. Il a en outre rappelé que la Charte des Nations Unies fixe pour but premier à l'ONU de « maintenir la paix et la sécurité internationales », et il a souhaité que le règlement

pacifique des différends internationaux et des conflits internes, se fasse en privilégiant la négociation et la médiation, par rapport au recours à la force. Le Cameroun, a noté le Ministre, a pris acte de la reconnaissance, par l'Assemblée générale, du Conseil national de transition comme autorité légitime représentant le peuple libyen.

M. Eyebe Ayissi a soutenu que la communauté internationale devrait accompagner les États et leurs peuples respectifs dans la conduite de leurs affaires nationales, ajoutant que les gouvernements doivent, quant à eux, s'efforcer de répondre aux aspirations légitimes et aux attentes multiples de leurs populations. Évoquant son pays, le Cameroun, le Ministre a affirmé que « le Gouvernement poursuit la mise en œuvre des réformes engagées, depuis plusieurs années, pour la consolidation des institutions politiques nationales et la modernisation de la démocratie ». Il a indiqué que le Cameroun s'est doté, depuis 2009, d'un Document stratégique de la croissance et de l'emploi, qui s'inscrit dans une vision globale du développement du Cameroun à l'horizon 2035. Ce Document, a-t-il noté, met l'accent sur l'accélération de la croissance, la création d'emplois, la réduction de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des populations. À ce propos, il a évoqué « des grands projets structurants sur l'ensemble du territoire national » avec des secteurs clés tels que l'énergie, l'exploitation minière et la formation du capital humain.

Dans le cadre de la politique nationale du Cameroun, le Ministre a noté que l'institution électorale indépendante mise en place en 2006, et chargée du processus électoral, ELECAM -Election Cameroon-, est devenue pleinement opérationnelle, ainsi que ses démembrements territoriaux. Il a en outre affirmé que le vote des Camerounais de l'étranger est désormais acquis grâce à une loi promulguée en juillet 2011. M. Eyebe Ayissi a annoncé que des élections seront organisées au Cameroun le 9 octobre prochain pour désigner le Président de la République et a indiqué que des observateurs indépendants, nationaux et internationaux, seront agréés pour le suivi du déroulement dudit scrutin. Le Ministre a réitéré l'attachement et la fidélité du Cameroun en faveur de la Charte des Nations Unies et à l'Acte constitutif de l'Union africaine. « Mon pays émet également le vœu, a-t-il mentionné, de voir se renforcer la coopération entre ces deux institutions internationales pour examiner des questions concernant ou impliquant les pays africains, conformément à la lettre et à l'esprit desdits instruments internationaux de référence », a-t-il conclu.

Droits de réponse

En réponse à l'allocution prononcée ce matin par le Premier Ministre de l'Albanie, le représentant de la Serbie a fait valoir que le paragraphe relatif au Kosovo contenait « les mensonges et les idées fausses habituels ». Le Kosovo a pris des actions unilatérales de nature coercitive, en essayant de créer un « fait accompli » sur des questions pour lesquelles les négociations sont toujours en cours. Ce faisant, le Kosovo provoque des tensions et incidents, mettant en danger les négociations dans lesquelles il prétend être engagé. « La vérité est que le Kosovo n'est pas du tout engagé dans ce processus », a estimé le représentant de la Serbie

Le représentant de la Serbie a dit que le Premier Ministre de l'Albanie avait présenté, de manière erronée, l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice (CIJ) de 2010. La vraie question posée est restée sans réponse, ce qui a donné lieu à l'opinion dissidente de plusieurs juges de la Cour. Par ailleurs, ni la Serbie ni le Conseil de sécurité n'ont jamais accepté l'ensemble de mesures proposées par M. Martti Ahtisaari ». Le représentant a évoqué ensuite le pogrom des Serbes par les Albanais en 2004, le nombre minuscule de Serbes qui retournent chez eux au Kosovo et le récit quotidien d'attaques contre les Serbes. Il a dénoncé aussi « une tentative de nier les crimes les plus odieux jamais commis contre les Serbes pendant le conflit dans l'ex-Yougoslavie. La communauté internationale devra procéder à une enquête approfondie, a-t-il averti.

Le représentant de l'Albanie a réagi aux propos du représentant de la Serbie. Il a reconnu qu'il y avait un désaccord entre la Serbie et l'Albanie au sujet du statut du Kosovo. Il a dit que la plupart des États sont unanimes sur le fait que l'indépendance du Kosovo était incontournable. Il a espéré que la Serbie acceptera les décisions de la Cour internationale de Justice au sujet de la proclamation d'indépendance du Kosovo. Le représentant a dit espérer que les conflits dans les Balkans ne se reproduiront plus et a réitéré le soutien de son pays au Kosovo. Il a réagi aux accusations d'actes criminels commis en Albanie contre les Serbes et a estimé que l'enquête en cours permettra de lever le voile sur ces événements.

Reprenant la parole, le représentant de la Serbie a déclaré qu'il appartenait aux membres de l'Assemblée générale de tirer leurs propres conclusions.

Le représentant de l'Albanie a dit qu'il n'y avait pas lieu de prolonger outre mesure ce débat.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel